

LES POUBELLES DU PARTI OUVRIER...

La race des renégats ne date pas d'aujourd'hui. On prête même à Pierre Laval - qui s'y connaissait - ces mots prémonitoires: «*La bourgeoisie n'a pas suffisamment d'hommes, elle va les chercher dans la poubelle où le parti ouvrier jette les siens*».

Il nous faut hélas constater que depuis quelques années, nous assistons à une dégradation des mœurs politiques et que, ce qui, hier encore, était exception, devient d'une fréquence affligeante.

Nous assistons à une sorte de banalisation de la trahison et aujourd'hui personne n'est certain que tel ou tel camarade que nous côtoyons quotidiennement ne se retrouvera pas demain «*de l'autre côté de la barrière*».

O y a quelques années, j'avais interloqué «*voire même scandalisé*» certains camarades en déclarant que Michel Rocard «*n'était pas sans me rappeler Marcel Déat*». Au risque de paraître une fois encore excessif, il me faut aujourd'hui comparer Rocard non seulement à Déat, mais au Mussolini de ses débuts (lorsqu'il quitta le PS italien). Mais j'avoue bien volontiers que reprocher à Michel Rocard sa parenté politique avec Marcel Déat peut paraître anachronique au moment où certain nostalgique du 3^{ème} Reich s'aventure à vanter les mérites du «*néosocialisme*» qui, naguère, «*épouvanta*» Léon Blum et au moment où *Le Monde* lui-même s'évertue à réhabiliter et à justifier la politique de Pierre Laval.

Il faut remonter à la grève des cheminots de 1920 pour trouver un exemple de répression comparable en ampleur à celui dont sont aujourd'hui victimes les gardiens de prison et qui risque de s'étendre à d'autres catégories de salariés, dès lors qu'ils seront amenés à vouloir défendre leur droit à l'existence... en usant du droit de grève!

La situation de blocage voulue et entretenue par le gouvernement dans les conflits en cours, que ce soit chez Peugeot, aux chantiers de Saint-Nazaire, chez les fonctionnaires des Finances ou les gardiens de prison, est lourde de danger.

Déjà en juin 1982, lors de la suspension pure et simple des conventions et accords signés, j'avais exprimé le point de vue (alors discuté, y compris par d'excellents camarades) que le gouvernement d'alors s'engageait dans une voie qui ne pouvait conduire qu'à la répression.

Il semble bien qu'aujourd'hui, la politique décidée et appliquée depuis 1982 touche à sa phase ultime et qu'il ne reste plus au gouvernement que de s'enfoncer toujours chaque jour un peu plus dans une logique répressive qui risque de menacer l'ensemble des libertés démocratiques et individuelles.

Alors que faire ?

Une chose est claire, ce n'est pas par la pratique des grèves tournantes et autres «*actions décidées par la base*» qu'on fera reculer le gouvernement.

Le "*TOUS ENSEMBLE*" redevient un mot d'ordre d'actualité.

Mais cela ne suffit pas, il faut aussi en finir avec les idéologies mystificatrices développées notamment depuis 1968.

Il faut en terminer avec les illusions «*autogestionnaires*» ou spontanéistes qui ont fait hélas leur preuve. Depuis Spartacus nous savons que le courage et la spontanéité ne suffisent pas.

Aujourd'hui, partout dans le monde, les travailleurs se sont mobilisés et, faute d'organisations capables de conduire et de diriger leur combat, ont, le plus souvent, été battus et confrontés à la répression parfois sanglante (comme cela vient d'être le cas en Chine). Le fait que tirant les leçons de l'expérience, les travailleurs prennent conscience de la nécessité de l'organisation et prennent des mesures en conséquence ne peut que nous conforter à garder la nôtre.

La preuve est faite, seule une action ordonnée et généralisée par les organisations ouvrières peut mettre un terme à la politique réactionnaire et liberticide du pouvoir. Mais pour que cette action puisse s'ordonner, une condition demeure indispensable:

L'INDÉPENDANCE DE CLASSE DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES ET NOTAMMENT SYNDICALES VIS-À-VIS DE L'ÉTAT ET DU PATRONAT.

Alexandre HÉBERT.
